



## **RECOMMANDATIONS POLITIQUES DE LA 15<sup>ème</sup> REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ALLÈGEMENT DE LA PAUVRETÉ**

La 15<sup>ème</sup> Réunion du Groupe de Travail sur l'Allègement de la pauvreté du COMCEC (GTAP) s'est tenue virtuellement et avec succès le 29 Septembre 2020 sur le thème « Pauvreté Urbaine dans les Pays Membres de l'OCI».

Au cours de la réunion, le GTAP a délibéré sur la réduction de la pauvreté urbaine dans les Pays Membres de l'OCI. Le Document de Séance, préparé conformément aux principales conclusions du rapport de recherche réalisée pour la 15<sup>ème</sup> réunion du GTAP et aux réponses des pays membres aux questions de politique générale, a été le principal apport des discussions. Lors de la Réunion, les participants ont approuvé les recommandations politiques incluses dans le document de séance. Le document existant comprend ces recommandations politiques mises en évidence lors de la Réunion.

***Recommandation politique 1 : Développer des stratégies de planification urbaine complètes et efficaces qui se concentrent particulièrement sur une meilleure gestion des bidonvilles pour empêcher la croissance incontrôlée des bidonvilles existants et la formation de nouveaux, améliorer l'accès des habitants des bidonvilles aux services de base tels que l'éducation et les services de santé grâce à des investissements stratégiques.***

***Raisonnement :*** Les bidonvilles sont les principaux centres de pauvreté des zones urbaines. L'élaboration de stratégies d'urbanisme plus efficaces, axées en particulier sur une meilleure gestion des bidonvilles (en les vidant/ dépeuplant et en empêchant la formation de nouveaux) pourrait être un premier pas vers l'éradication de la pauvreté urbaine. Il existe de nombreux bons exemples de stratégies urbaines dans le monde islamique (ex: Administration pour le Développement des Logements (TOKİ) en Turquie et le projet de Purbachal New Town au Bangladesh). Améliorer l'accès des habitants des bidonvilles à l'éducation et aux services de santé grâce à des investissements stratégiques peut contribuer à briser les cycles de pauvreté. De plus, lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de ces stratégies, il est essentiel d'utiliser plus efficacement les outils et techniques TIC pertinents pour surveiller les bidonvilles et bien identifier les pauvres des zones urbaines.

***Recommandation politique 2 : Concevoir des politiques du marché de travail locales efficaces qui contribueraient à s'attaquer au problème de l'informalité et à créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité.***

***Raisonnement :*** Dans les pays membres de l'OCI, environ un emploi sur trois fait partie du marché du travail informel. Les travailleurs informels ne sont pas protégés par la législation du travail ou par un système de sécurité sociale. Les familles résidant dans des bidonvilles travaillent principalement dans le secteur informel, ce qui signifie que l'emploi informel est étroitement lié à une pauvreté urbaine plus intense. Pour s'attaquer au problème de l'informalité, il est essentiel de développer des politiques locales du marché du travail, qui réduisent progressivement la part de l'emploi informel et créent davantage d'emplois convenables. Ces politiques du marché du travail comprennent, entre autres, la formation et l'acquisition de compétences, une flexibilité accrue du travail formel, une application plus stricte, des régimes fiscaux différentiels ciblant les

jeunes, les femmes ou d'autres groupes défavorisés, le soutien à la création d'emplois et la protection sociale.

***Recommandation politique 3 : Activer les outils de Finance Sociale Islamique et les intégrer systématiquement dans les réunions de politique de lutte contre la pauvreté urbaine***

***Raisonnement :*** Les preuves existantes suggèrent que le système de finance sociale Islamique est un outil complémentaire viable pouvant être utilisé en combinaison avec les politiques traditionnelles de réduction de la pauvreté pour éradiquer la pauvreté urbaine dans les pays de l'OCI. Par exemple, organiser une distribution efficace des transferts obligatoires au niveau individuel, des transferts recommandés par des organisations caritatives et d'autres transferts volontaires (tant pécuniaires que non pécuniaires) améliorerait considérablement le bien-être de la société et réduirait la pauvreté en milieu urbain. Activer les outils de la finance sociale Islamique et les intégrer systématiquement dans la boîte à outils générale de la politique de réduction de la pauvreté urbaine dans un «policy-mix» bien conçu (ex: les projets d'infrastructure basés sur la zakat mis en œuvre en Indonésie); et en utilisant les outils TIC (tels que les technologies blockchain, les systèmes FINTECH, les cartes à puce sans numéraire, les systèmes d'information géographique) qui facilitent une utilisation plus efficace des outils de finance sociale islamique (ex: la Carte Vitale pour la Famille en Égypte; les cartes d'achat sans numéraire distribuées aux réfugiés vivant dans des camps en Turquie et en Jordanie) est d'une importance cruciale pour réduire la pauvreté urbaine. Les Pays Membres de l'OCI fournissent de nombreuses bonnes pratiques des outils de finance sociale islamique et sont une source d'inspiration. Grâce à des programmes de partage d'expérience et de renforcement des capacités, cette précieuse expérience pourrait être partagée entre les pays membres.

***Recommandation politique 4 : Améliorer la capacité de gouvernance urbaine et renforcer la résilience aux chocs (ex: pandémie COVID-19)***

***Raisonnement :*** La pandémie de la COVID-19 et le ralentissement économique associé devraient aggraver la pauvreté urbaine dans les Pays Membres. Bien que la COVID-19 soit un choc mondial, ses conséquences néfastes sont plus sévèrement ressenties par les pauvres, qui sont plus susceptibles de vivre dans des quartiers surpeuplés et des bidonvilles. Par conséquent, améliorer la capacité de gouvernance urbaine en établissant une stratégie nationale viable à long terme visant à lutter efficacement contre la pauvreté urbaine, en améliorant la résilience aux événements imprévus tels que la pandémie de la COVID-19, les catastrophes naturelles, les grands mouvements de population et les chocs sanitaires; il est recommandé de renforcer la coordination des politiques entre les autorités nationales et locales, de renforcer les capacités juridiques et institutionnelles et de se connecter plus efficacement au réseau politique international. Minimiser les risques associés à la pandémie nécessite de bonnes pratiques de gouvernance, en particulier en ce qui concerne la coordination des actions politiques aux niveaux national, infranational et bilatéral, au niveau de l'OCI et enfin au niveau mondial.

***Recommandation politique 5 : Conceptualiser la pauvreté urbaine et développer / améliorer la collecte de données et les pratiques de mesure pour parvenir à l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles***

***Raisonnement :*** La pauvreté urbaine est hautement multidimensionnelle et ces multiples dimensions doivent être systématiquement assimilées pour améliorer la compréhension des principales questions politiques. La conceptualisation et la définition de la pauvreté urbaine dans un contexte multidimensionnel et spécifique à la région sont également très importantes car ces concepts et définitions affectent de manière cruciale la politique humanitaire et la nature des autres services de base fournis tels que la santé, l'eau, l'assainissement, les eaux usées, etc. Sans une bonne conceptualisation structurée, les autorités nationales et locales seront mal équipées pour relever les principaux défis de la pauvreté urbaine. De plus, l'amélioration des pratiques de collecte de données et le développement de nouveaux instruments pour mieux définir la pauvreté urbaine sont d'une importance particulière pour l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles. À cet égard, il est recommandé d'utiliser plus efficacement les outils et techniques TIC pertinents pour conceptualiser, collecter des données, surveiller les bidonvilles et identifier avec précision les pauvres des zones urbaines.

### **Moyens disponibles pour Réaliser les Recommandations Politiques :**

- Groupe de travail sur l'Allègement de la Pauvreté du COMCEC : Lors de ses réunions ultérieures, le Groupe de Travail pourrait travailler de manière plus détaillée sur les domaines d'action susmentionnés.

**Financement des Projets du COMCEC:** Dans le cadre du financement des projets du COMCEC, le Bureau de Coordination du COMCEC lance des appels à propositions de projets chaque année. Avec le Financement des Projets du COMCEC, les pays membres participant aux Groupes de Travail peuvent soumettre des projets de coopération multilatérale à financer au moyen de subventions par le Bureau de coordination du COMCEC. Pour concrétiser les recommandations politiques mentionnées ci-dessus, les pays membres peuvent utiliser le mécanisme de financement de projets du COMCEC. Ces projets peuvent comprendre l'organisation de séminaires, de programmes de formation, de visites d'étude, d'échanges d'experts, d'ateliers et de préparation d'études analytiques, d'évaluations des besoins et de matériels / documents de formation, etc.

**SESRIC** Les pays membres peuvent utiliser les programmes de renforcement des capacités du SESRIC pour mettre en œuvre les recommandations politiques susmentionnées.